


Sommaire détaillé

Organisation de votre guide pratique des représentants du personnel	3
Guide de première connexion Internet	5
Accéder à votre publication sur Internet : mode d'emploi	7
Rechercher un modèle sur www.editions-tissot.fr	8
Sommaire détaillé	9
Index alphabétique des modèles	879
Index alphabétique de la publication	889

	Référence Internet	Page
--	--------------------	------

PARTIE 1 La mise en place des institutions représentatives du personnel

CHAPITRE 1 Le comité d'entreprise		35
A - Cadre de l'institution et composition	RP.11A	36
1) Un comité pour quelles catégories d'entreprises ?	RP.11A1	36
2) Un comité pour quel effectif ?	RP.11A2	37
3) La notion d'unité économique et sociale : l'obligation de mettre en place un comité d'entreprise commun	RP.11A3	44
4) La composition du comité d'entreprise	RP.11A4	48
B - Comité central et comités d'établissement	RP.11B	58
1) Création et disparition des comités d'établissement	RP.11B1	58
2) L'organisation du comité central et des comités d'établissement	RP.11B2	59
C - Comité de groupe	RP.11C	62
1) Les conditions de création	RP.11C1	62
2) La composition du comité de groupe	RP.11C2	63
D - Comité d'entreprise européen et procédure d'information et de consultation	RP.11D	66
1) Constitution d'un comité d'entreprise européen	RP.11D1	66

 Saisissez la « Référence Internet » dans le moteur de recherche du site www.editions-tissot.fr pour accéder au chapitre actualisé (voir mode d'emploi page 7)

	Référence Internet	Page
2) Les modalités de mise en place du comité d'entreprise européen ou de la procédure d'information et de consultation	RP.11D2	66
3) À qui s'applique l'obligation de mettre en place un comité d'entreprise européen ou d'instaurer une procédure d'information et de consultation à l'échelle européenne ?	RP.11D3	67
4) Composition du comité d'entreprise européen	RP.11D4	68
E - Comité interentreprises	RP.11E	69
1) Mise en place	RP.11E1	69
2) Composition	RP.11E2	69
3) Mandat des délégués	RP.11E3	70
F - La mise en place du comité d'entreprise	RP.11F	71
1) Institution et composition du comité d'entreprise	RP.11F1	71
2) Comité d'établissement et comité central	RP.11F2	72
3) Comité d'entreprise européen	RP.11F3	72

CHAPITRE 2 Les délégués du personnel, délégués de site et délégation unique 75

A - Les délégués du personnel	RP.12A	76
1) La mise en place des délégués du personnel : légale ou conventionnelle	RP.12A1	76
2) Le cadre de la mise en place des délégués du personnel ...	RP.12A2	76
3) Le nombre de délégués du personnel élus	RP.12A3	79
4) Le mandat des délégués du personnel	RP.12A4	80
5) Quand l'institution des délégués du personnel est-elle supprimée ?	RP.12A5	83
B - Les délégués de site	RP.12B	85
1) Cadre de la mise en place et conditions	RP.12B1	85
2) Décideur de la mise en place	RP.12B2	85
3) Mandat	RP.12B3	85
C - La délégation unique du personnel	RP.12C	86
1) Le souhait du législateur	RP.12C1	86
2) Le champ d'application des règles sur la délégation unique du personnel	RP.12C2	86
3) La décision du chef d'entreprise	RP.12C3	87
4) La composition de la délégation unique du personnel	RP.12C4	88
D - La mise en place des délégués du personnel	RP.12D	90

CHAPITRE 3 Les délégués syndicaux 91

A - Leur désignation	RP.13A	92
1) Par qui sont-ils désignés ?	RP.13A1	92
2) Dans quelles entreprises ?	RP.13A2	93
3) D'autres cadres de la désignation des délégués syndicaux : l'établissement distinct et l'unité économique et sociale	RP.13A3	96

	Référence Internet	Page
B - Leur nombre et les différentes catégories	RP.13B	100
1) Un nombre fonction de l'effectif de l'entreprise	RP.13B1	100
2) Le délégué catégoriel dans les entreprises comprenant au moins 500 salariés	RP.13B2	101
3) Le délégué syndical central d'entreprise	RP.13B3	102
C - La mise en place des délégués syndicaux	RP.13C	105
CHAPITRE 4 Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, CHSCT		107
A - Quand le CHSCT est-il mis en place ?	RP.14A	108
1) Quels sont les établissements assujettis ?	RP.14A1	108
2) Le seuil d'effectif requis	RP.14A2	109
3) La situation des établissements occupant moins de 50 salariés	RP.14A3	110
4) La possibilité d'instituer plusieurs CHSCT dans les entreprises employant 500 salariés et plus	RP.14A4	111
B - Le cas particulier des entreprises du Bâtiment et des Travaux publics	RP.14B	112
1) La mise en place d'un CHSCT	RP.14B1	112
2) La mise en place d'un comité interentreprises de santé et de sécurité au travail (CISST)	RP.14B2	112
C - La composition du CHSCT	RP.14C	114
1) Le président	RP.14C1	114
2) La délégation du personnel	RP.14C2	115
3) Le secrétaire	RP.14C3	117
4) Les autres personnes susceptibles d'assister aux réunions du CHSCT	RP.14C4	118
D - La mise en place du CHSCT	RP.14D	119
CHAPITRE 5 Zoom sur		121
A - L'inspecteur du travail	RP.15A	121
1) L'inspecteur du travail	RP.15A1	121
B - La section syndicale	RP.15B	131
1) Constitution	RP.15B1	131
2) Au moins 2 adhérents	RP.15B2	132
3) Moyens d'action	RP.15B3	133
C - Le représentant de la section syndicale (RSS)	RP.15C	134
1) Dans les entreprises ou établissements de 50 salariés ou plus	RP.15C1	134
2) Dans les entreprises qui emploient moins de 50 salariés : un DP en tant que RSS	RP.15C2	134
3) Qui peut être RSS ?	RP.15C3	134
4) Rôle du RSS	RP.15C4	135

	Référence Internet	Page
5) Heures de délégation	RP.15C5	135
6) Fin du mandat	RP.15C6	135
D - Le cumul de mandats	RP.15D	136
E - La représentativité syndicale	RP.15E	137
1) Disparition progressive de la présomption irréfragable de représentativité	RP.15E1	137
2) Critères à prendre en compte	RP.15E2	137
3) Entrée en vigueur	RP.15E3	137

PARTIE 2 Élections des membres des institutions représentatives du personnel

CHAPITRE 1 L'organisation des élections		145
A - Conditions d'effectif à remplir	RP.21A	146
1) Salariés à prendre en considération pour la détermination de l'effectif (C. trav., art. L. 1111-2 pour le comité d'entreprise)	RP.21A1	146
2) Sont expressément exclus de l'effectif à prendre en considération	RP.21A2	147
B - Les sièges à pourvoir	RP.21B	148
C - Déclenchement des élections	RP.21C	149
1) À l'initiative de l'employeur	RP.21C1	149
2) À la demande d'un salarié ou d'une organisation syndicale	RP.21C2	151
3) Le protocole préélectoral : la préparation du déroulement des élections	RP.21C3	152
D - Les électeurs	RP.21D	162
1) Conditions pour être électeur	RP.21D1	162
2) Etablissement des listes électorales	RP.21D2	165
E - Les candidats	RP.21E	168
1) Conditions pour être éligible	RP.21E1	168
2) Établissement des candidatures	RP.21E2	170
F - Les collèges électoraux	RP.21F	176
1) Le principe : division du corps électoral en deux collèges ...	RP.21F1	176
2) Collège spécifique aux cadres	RP.21F2	176
3) Collège unique	RP.21F3	177
G - Répartition du personnel entre les collèges et des sièges entre les différentes catégories	RP.21G	179

	Référence Internet	Page
CHAPITRE 2 Le vote		181
A - Les modalités du vote	RP.22A	182
1) Scrutin secret	RP.22A1	182
2) Vote séparé	RP.22A2	182
B - La propagande électorale	RP.22B	184
1) Acteurs de la propagande	RP.22B1	184
2) Modalités de propagande	RP.22B2	184
3) Limites à la propagande	RP.22B3	186
C - Le vote électronique	RP.22C	187
1) Mise en place	RP.22C1	187
2) Déclaration du système	RP.22C2	187
3) Déroulement du vote	RP.22C3	187
4) Confidentialité et surveillance	RP.22C4	188
D - Le vote par correspondance	RP.22D	189
1) Présence de circonstances exceptionnelles	RP.22D1	189
2) Qui peut voter par correspondance ?	RP.22D2	189
3) Transmission des documents nécessaires au vote	RP.22D3	189
4) Obligation à respecter	RP.22D4	190
E - Le bureau de vote	RP.22E	191
1) Composition du bureau	RP.22E1	191
2) Liste d'émargement	RP.22E2	191
3) Délégué de liste	RP.22E3	192
F - Le déroulement du scrutin	RP.22F	193
1) Scrutin de liste	RP.22F1	193
2) Premier tour	RP.22F2	193
3) Second tour	RP.22F3	194
4) Dépouillement des bulletins	RP.22F4	195
5) Attribution des sièges	RP.22F5	195
6) Publicité des résultats	RP.22F6	199
G - La carence	RP.22G	203
1) Absence de candidatures	RP.22G1	203
2) Absence d'organisation des élections	RP.22G2	204
H - Vacance de siège	RP.22H	205
1) Élections partielles en cas de baisse de l'effectif	RP.22H1	205
2) Élections partielles en cas d'augmentation de l'effectif	RP.22H2	205
I - Renouvellement des élections	RP.22I	206
1) Durée des mandats	RP.22I1	206
2) Renouvellement des élections : dans quels délais ?	RP.22I2	206
3) Elections simultanées	RP.22I3	206
4) Procédure à suivre	RP.22I4	207

	Référence Internet	Page
CHAPITRE 3 Désignation des délégués syndicaux		209
A - Conditions tenant à l'effectif de l'entreprise	RP.23A	210
B - Conditions inhérentes au salarié en vue de sa désignation	RP.23B	212
1) Condition liée à l'âge	RP.23B1	212
2) Condition liée à l'ancienneté	RP.23B2	212
3) Condition liée à la capacité électorale	RP.23B3	213
4) Condition tenant à la nationalité	RP.23B4	214
5) Condition tenant aux fonctions du salarié dans l'entreprise	RP.23B5	214
6) Condition liée à l'appartenance à l'entreprise	RP.23B6	214
7) Condition liée à l'appartenance au syndicat ou à une catégorie professionnelle	RP.23B7	216
8) Condition créée par la loi de démocratie sociale	RP.23B8	217
C - Désignation frauduleuse	RP.23C	218
D - Modalités de la désignation	RP.23D	219
1) Notification à l'employeur	RP.23D1	219
2) Notification à l'inspection du travail	RP.23D2	219
3) Intérêt de la notification à l'employeur	RP.23D3	219
4) Affichage sur les panneaux de l'entreprise	RP.23D4	220
E - Cessation des fonctions ou suppression du mandat	RP.23E	221
1) Révocation	RP.23E1	221
2) Suppression du mandat en cas de baisse de l'effectif au-dessous de 50 salariés	RP.23E2	221
3) Diminution du nombre de délégués en cas de baisse des effectifs	RP.23E3	222
4) Modification dans la situation juridique de l'employeur	RP.23E4	223
5) Sort du mandat à la suite de la disparition des conditions exigées par la loi pour la désignation d'un délégué syndical	RP.23E5	223
F - Conditions de l'entreprise et du salarié	RP.23F	224
 CHAPITRE 4 Désignation des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail		 227
A - Électorat	RP.24A	228
1) Qui peut présenter sa candidature ?	RP.24A1	228
2) Composition de la délégation du personnel	RP.24A2	229
3) Composition de la délégation du personnel : cas des entreprises de plus de 500 salariés	RP.24A3	230
B - Les électeurs	RP.24B	231
1) Le principe d'un collège unique	RP.24B1	231
2) La composition du collège	RP.24B2	231
C - La convocation du collège désignatif	RP.24C	233

	Référence Internet	Page
D - Les modalités d'organisation et de déroulement de l'élection	RP.24D	234
1) La fixation du mode de scrutin	RP.24D1	234
2) Les modalités du scrutin	RP.24D2	235
E - Mode de répartition des sièges	RP.24E	238
F - La durée du mandat	RP.24F	239
G - Renouvellement de l'institution ou attribution d'un siège vacant	RP.24G	240
1) Principe	RP.24G1	240
2) Pas de renouvellement prématuré	RP.24G2	240
3) Remplacement par un salarié appartenant à la même catégorie	RP.24G3	240
H - La publicité des élections	RP.24H	242
I - La contestation des élections	RP.24I	243
J - Les élections : récapitulatif	RP.24J	245
CHAPITRE 5 Contrôle et contentieux électoral		247
A - Préalablement aux élections	RP.25A	248
1) Dispositif de contrôle	RP.25A1	248
2) Contestations	RP.25A2	248
B - Après les élections	RP.25B	250
1) Contentieux relatif à la régularité des opérations électorales	RP.25B1	250
2) Compétence du tribunal d'instance	RP.25B2	250
3) La décision du tribunal	RP.25B3	250
C - Désignation des représentants syndicaux	RP.25C	251
D - Règles de procédure communes devant le tribunal d'instance	RP.25D	253
CHAPITRE 6 Zoom sur		255
A - Les représentants du CE au conseil d'administration ou de surveillance	RP.26A	255
1) Les représentants du comité d'entreprise au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés	RP.26A1	255
2) Prérogatives des représentants du comité d'entreprise	RP.26A2	257
3) Représentation du comité à l'assemblée générale des actionnaires	RP.26A3	257
B - Récapitulatif sur les points essentiels sur l'organisation des élections professionnelles	RP.26B	260
1) Vérification de la durée des mandats	RP.26B1	260
2) Délais à respecter	RP.26B2	260
3) Incidences de la réforme de la représentativité syndicale sur ce nouveau scrutin	RP.26B3	260

PARTIE 3 Fonctionnement des institutions représentatives du personnel et rôle du chef d'entreprise

CHAPITRE 1 Le comité d'entreprise		267
A - L'organisation interne du comité d'entreprise	RP.31A	268
1) Le règlement intérieur : organiser le fonctionnement et les rapports du comité d'entreprise avec les salariés de l'entreprise	RP.31A1	268
2) Présidence et administration du comité : chef d'entreprise, bureau, secrétaire et trésorier	RP.31A2	275
3) L'ouverture des comptes bancaires ou postaux	RP.31A3	280
4) Les commissions : un rôle d'étude, de préparation et d'exécution des travaux du comité	RP.31A4	282
B - Les réunions du comité d'entreprise	RP.31B	291
1) Les divers types de réunions	RP.31B1	291
2) La convocation aux réunions	RP.31B2	297
3) L'ordre du jour	RP.31B3	300
4) Le déroulement des séances	RP.31B4	303
5) Les votes	RP.31B5	307
6) Les procès-verbaux	RP.31B6	311
C - La capacité civile et la responsabilité du comité d'entreprise ..	RP.31C	317
1) Capacité civile	RP.31C1	317
2) Responsabilité du comité	RP.31C2	322
D - Les règles de fonctionnement spécifiques aux diverses formes de comité	RP.31D	325
1) Le comité central d'entreprise	RP.31D1	325
2) Le comité de groupe	RP.31D2	327
3) Le comité interentreprises	RP.31D3	329
4) Le comité d'entreprise européen	RP.31D4	329
5) Les commissions obligatoires	RP.31D5	332
CHAPITRE 2 Les délégués du personnel		333
A - Les différents types de réunions	RP.32A	334
1) Les réunions mensuelles obligatoires	RP.32A1	334
2) Les réunions exceptionnelles	RP.32A2	335
3) Les réceptions restreintes, individuelles ou par catégorie	RP.32A3	336
B - La préparation de la réunion	RP.32B	338
1) Date de la réunion	RP.32B1	338
2) Convocations	RP.32B2	338
3) Note écrite	RP.32B3	339
C - La réunion	RP.32C	341
1) Participants	RP.32C1	341
2) Déroulement de la réunion	RP.32C2	345

	Référence Internet	Page
D - Les suites de la réunion	RP.32D	346
1) Le procès-verbal	RP.32D1	346
2) Réponse de l'employeur à la note écrite des délégués : le registre des délégués	RP.32D2	346
CHAPITRE 3 Les délégués syndicaux		349
A - L'objet et la périodicité de la négociation	RP.33A	350
1) Les acteurs	RP.33A1	350
2) Les thèmes de négociation	RP.33A2	351
3) Périodicité	RP.33A3	351
4) Révision de l'accord collectif	RP.33A4	351
5) Dénonciation de l'accord collectif	RP.33A5	352
B - La préparation de la réunion	RP.33B	354
C - Lieu	RP.33C	355
D - Fin de la négociation	RP.33D	356
1) En cas d'échec de la négociation	RP.33D1	356
2) Si la négociation aboutit à un accord	RP.33D2	356
3) Entrée en vigueur de l'accord d'entreprise	RP.33D3	356
E - Articulation accords de branche/accords d'entreprise	RP.33E	357
F - Information du salarié sur les conventions et accords collectifs applicables	RP.33F	358
1) Principe	RP.33F1	358
2) La remise d'une notice d'information	RP.33F2	358
3) Mise à disposition de la convention collective sur l'intranet	RP.33F3	358
4) Mention de l'intitulé de la convention collective de branche sur le bulletin de salaire	RP.33F4	358
G - Les accords d'entreprise et la loi du 20 août 2008	RP.33G	359
1) En présence de délégué syndical	RP.33G1	359
2) En l'absence de délégué syndical	RP.33G2	359
CHAPITRE 4 Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail		361
A - L'organisation interne	RP.34A	361
1) Le président	RP.34A1	361
2) Le secrétaire	RP.34A2	362
3) Le règlement intérieur	RP.34A3	362
B - Les réunions ordinaires et extraordinaires	RP.34B	368
1) L'organisation des réunions	RP.34B1	368
2) Tenue des réunions	RP.34B2	368
3) Ordre du jour	RP.34B3	368
4) Participants	RP.34B4	369

	Référence Internet	Page
5) Votes	RP.34B5	370
6) Procès-verbaux	RP.34B6	370
C - Les réunions en formation élargie	RP.34C	375
1) Le cadre du CHSCT élargi	RP.34C1	375
2) La tenue des réunions	RP.34C2	375
3) L'ordre du jour	RP.34C3	376
4) L'établissement et la transmission des procès-verbaux	RP.34C4	376
D - Le statut du CHSCT	RP.34D	377
E - Tableaux récapitulatifs des institutions représentatives	RP.34E	378
1) Organisation interne	RP.34E1	378
2) Périodicité des réunions	RP.34E2	379
3) Ordre du jour	RP.34E3	380
4) Les votes	RP.34E4	380
CHAPITRE 5 Contentieux du fonctionnement des organes de représentation du personnel		381
A - La faute	RP.35A	382
1) Faute de l'employeur : le délit d'entrave	RP.35A1	382
2) Faute des salariés représentants du personnel	RP.35A2	383
B - Les autres incidents	RP.35B	385

PARTIE 4 Attributions des institutions représentatives du personnel

CHAPITRE 1 Les attributions du comité d'entreprise		391
A - Rôle général du comité d'entreprise	RP.41A	391
B - Les attributions d'ordre économique et professionnel du comité d'entreprise : un rôle consultatif	RP.41B	392
1) La personnalité civile du comité d'entreprise	RP.41B1	392
2) Le droit d'alerte du comité d'entreprise	RP.41B2	393
3) L'information du comité d'entreprise	RP.41B3	394
4) La consultation du comité d'entreprise	RP.41B4	405
C - Les attributions du comité d'entreprise en matière d'activités sociales et culturelles	RP.41C	432
1) Les activités sociales et culturelles	RP.41C1	432
2) CNIL : obligations limitées	RP.41C2	444
D - Cas particuliers	RP.41D	446
1) Le comité central et le comité d'établissement	RP.41D1	446
2) Le comité de groupe	RP.41D2	447
3) Le comité européen	RP.41D3	448

	Référence Internet	Page
E - Tableau récapitulatif des attributions du comité d'entreprise ..	RP.41E	449
F - Quelles cotisations pour quelles prestations ?	RP.41F	450
G - Les différentes étapes de procédure des entreprises en difficulté	RP.41G	458
1) Conciliation	RP.41G1	458
2) Procédure de sauvegarde	RP.41G2	458
3) Redressement judiciaire	RP.41G3	458
4) Liquidation judiciaire	RP.41G4	459
5) Procédure de liquidation judiciaire simplifiée	RP.41G5	459
H - Le chèque-emploi service universel (CESU)	RP.41H	460
1) Objet du CESU	RP.41H1	460
2) Bénéficiaires de l'aide	RP.41H2	460
3) Montant de l'aide	RP.41H3	460
4) Versement de l'aide	RP.41H4	460
5) Récapitulatif des aides versées	RP.41H5	460
6) Information des bénéficiaires	RP.41H6	461
I - La journée de solidarité	RP.41I	462
1) Comment les modalités d'exécution de cette journée sont-elles fixées ?	RP.41I1	462
2) Et que devient le lundi de Pentecôte ?	RP.41I2	462
3) La journée de solidarité peut-elle être fractionnée ?	RP.41I3	462
4) Quelles sont les conséquences sur le salaire ?	RP.41I4	463
5) Et sur la durée du travail ?	RP.41I5	463
CHAPITRE 2 Les attributions des délégués du personnel		465
A - Les attributions propres	RP.42A	466
1) Attributions générales	RP.42A1	466
2) Attributions particulières	RP.42A2	467
B - Les attributions supplétives	RP.42B	471
1) Les attributions supplétives du comité d'entreprise	RP.42B1	471
2) Les attributions supplétives du CHSCT	RP.42B2	473
3) Les attributions supplétives des délégués syndicaux	RP.42B3	473
C - L'information des délégués du personnel	RP.42C	474
D - Tableau récapitulatif des attributions des délégués du personnel	RP.42D	475
1) Attributions propres	RP.42D1	475
2) Attributions supplétives	RP.42D2	476
CHAPITRE 3 Les attributions des délégués syndicaux		477
A - Mission générale de représentation	RP.43A	478
1) L'action revendicative	RP.43A1	478
2) L'animation de la section syndicale et l'activité syndicale	RP.43A2	478

	Référence Internet	Page
B - Attributions spécifiques	RP.43B	479
C - L'information des délégués syndicaux	RP.43C	480
D - Tableau récapitulatif des attributions des délégués syndicaux	RP.43D	481
E - L'emploi des seniors	RP.43E	482
1) Entreprises concernées	RP.43E1	482
2) Seniors concernés	RP.43E2	482
3) Contenu de l'accord d'entreprise	RP.43E3	482
4) Consultation du comité d'entreprise	RP.43E4	483
5) Pénalité de 1 %	RP.43E5	483
6) Site internet dédié	RP.43E6	483
CHAPITRE 4 Les attributions du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail		485
A - Domaines d'intervention	RP.44A	485
B - Salariés concernés	RP.44B	486
C - Le rôle consultatif du CHSCT	RP.44C	487
1) Compétence générale	RP.44C1	487
2) Attributions particulières	RP.44C2	489
D - Rôle de surveillance et d'intervention du CHSCT	RP.44D	490
1) Pouvoirs d'inspection et d'enquête	RP.44D1	490
2) Attributions particulières en situation de danger grave et imminent	RP.44D2	491
E - Mission dans les établissements industriels à hauts risques ...	RP.44E	495
1) Établissements concernés	RP.44E1	495
2) Procédure de consultation applicable dans les ICPE soumise à autorisation ou visées par le Code minier	RP.44E2	496
3) Procédure de consultation applicable dans les ICPE-AS	RP.44E3	496
F - Information du CHSCT	RP.44F	498
1) Cadre général	RP.44F1	498
2) Dispositions spécifiques aux CHSCT des entreprises hauts risques	RP.44F2	499
3) Dispositions applicables en cas de coactivité de plusieurs entreprises	RP.44F3	500
G - Tableau récapitulatif des attributions du CHSCT	RP.44G	502
1) Attributions générales	RP.44G1	502
2) Attributions spécifiques en cas de danger grave et imminent	RP.44G2	502
H - Le médecin du travail – Les services de santé au travail (SST)	RP.44H	503
1) Employeurs concernés	RP.44H1	503
2) Organisation des services de santé au travail (SST)	RP.44H2	504

	Référence Internet	Page
3) Rôle des institutions représentatives du personnel dans la création et l'administration des services médicaux	RP.44H3	505
4) Statut du médecin du travail	RP.44H4	507
5) Rôle du médecin du travail	RP.44H5	508
I - Le rôle du CHSCT en cas de travail par de fortes chaleurs	RP.44I	513
1) Mesures techniques : aménagement et conception des locaux	RP.44I1	513
2) Autres mesures techniques	RP.44I2	513
3) Mesures liées à l'organisation du travail	RP.44I3	513
4) Mesures d'information et de formation des salariés	RP.44I4	514
J - L'interdiction de fumer	RP.44J	515
1) Principe général	RP.44J1	515
2) Locaux aménagés pour les fumeurs	RP.44J2	515
3) Panneaux d'interdiction	RP.44J3	516
4) Contrôle	RP.44J4	516
K - La méthode de « l'arbre des causes »	RP.44K	517
1) Recueillir rapidement des faits	RP.44K1	517
2) Construire « l'Arbre des causes »	RP.44K2	517
L - Le stress au travail : moyens d'action du CHSCT	RP.44L	521
1) Quels sont les moyens de prévention ?	RP.44L1	521
2) Quels sont ses moyens d'action ?	RP.44L2	521
M - Le risque de pandémie grippale	RP.44M	523
1) Mise en place d'un plan de continuité de l'activité	RP.44M1	523
2) Document unique d'évaluation	RP.44M2	524
3) Obligations patronales de prévention	RP.44M3	524

PARTIE 5 Moyens mis à la disposition des institutions représentatives du personnel

CHAPITRE 1 Les moyens financiers		531
A - Les ressources du comité d'entreprise	RP.51A	531
1) La subvention de fonctionnement	RP.51A1	531
2) Le financement des activités sociales et culturelles	RP.51A2	536
3) Autres ressources du comité d'entreprise	RP.51A3	541
4) Cessation d'activité	RP.51A4	541
B - Compte rendu de gestion du comité d'entreprise	RP.51B	542
1) Au personnel : le bilan annuel	RP.51B1	542
2) Au nouveau comité d'entreprise	RP.51B2	546
C - Règles particulières applicables aux ressources des diverses formes de comité	RP.51C	548

	Référence Internet	Page
1) Le comité central d'entreprise	RP.51C1	548
2) Le comité de groupe	RP.51C2	548
3) Le comité interentreprises	RP.51C3	548
4) Le comité d'entreprise européen	RP.51C4	548
D - Ressources des autres institutions représentatives du personnel	RP.51D	549
1) Les délégués du personnel	RP.51D1	549
2) Les délégués syndicaux	RP.51D2	549
3) Le CHSCT	RP.51D3	549
CHAPITRE 2 Les moyens en matériel et en personnel		551
A - Le local	RP.52A	551
1) Bénéficiaires	RP.52A1	551
2) Choix du local et de son emplacement	RP.52A2	552
3) Local spécifique ou commun ?	RP.52A3	553
4) Aménagement du local	RP.52A4	553
5) Mise à la disposition	RP.52A5	554
6) Utilisation du local	RP.52A6	556
B - Les moyens en personnel	RP.52B	557
1) Personnel du comité d'entreprise	RP.52B1	557
2) Personnes extérieures au comité d'entreprise	RP.52B2	558
3) Experts sollicités par le CHSCT	RP.52B3	566
CHAPITRE 3 Moyens donnés aux représentants du personnel pour informer le personnel		577
A - L'affichage	RP.53A	578
1) Affichage des communications des délégués du personnel	RP.53A1	578
2) Affichage syndical	RP.53A2	579
3) Affichage du comité d'entreprise	RP.53A3	582
4) Affichage du CHSCT	RP.53A4	582
B - Distribution de tracts ou journaux	RP.53B	583
1) Contenu	RP.53B1	583
2) Diffusion en dehors du temps de travail, aux heures d'entrée et de sortie du personnel	RP.53B2	583
3) Envoi de tracts syndicaux par voie électronique	RP.53B3	584
4) Mode de diffusion	RP.53B4	584
C - Organisation de réunions	RP.53C	587
1) Par le comité d'entreprise	RP.53C1	587
2) Par une section syndicale	RP.53C2	588
3) Par les délégués du personnel	RP.53C3	588
D - Tableau récapitulatif des réunions organisées par les représentants du personnel	RP.53D	589

	Référence Internet	Page
CHAPITRE 4 Les heures de délégation et la liberté de déplacement		591
A - Les heures de délégation	RP.54A	591
1) Le droit aux heures de délégation	RP.54A1	591
2) Nombre d'heures de délégation	RP.54A2	592
3) Caractéristiques du crédit d'heures	RP.54A3	595
4) L'utilisation des heures de délégation	RP.54A4	596
5) Le dépassement du crédit d'heures	RP.54A5	599
6) Contrôle de l'employeur	RP.54A6	601
7) Les bons de délégation et le délai de prévenance	RP.54A7	601
8) Le paiement des heures de délégation	RP.54A8	603
B - La liberté de déplacement	RP.54B	608
1) Bénéficiaires	RP.54B1	608
2) Les déplacements dans l'entreprise	RP.54B2	608
3) Les déplacements hors de l'entreprise	RP.54B3	609
4) Frais liés au déplacement	RP.54B4	610
5) La prise en charge des accidents survenus lors de l'exercice du mandat	RP.54B5	611
CHAPITRE 5 Les congés de formation		613
A - Le congé de formation économique, sociale et syndicale	RP.55A	614
1) Bénéficiaires	RP.55A1	614
2) Durée du congé	RP.55A2	614
3) Modalités d'octroi du congé	RP.55A3	614
4) Organismes dispensant la formation	RP.55A4	617
5) Rémunération du salarié en formation	RP.55A5	617
6) Financement de la formation	RP.55A6	618
B - Le congé de formation économique des membres titulaires du comité d'entreprise	RP.55B	619
1) Bénéficiaires	RP.55B1	619
2) Durée du congé	RP.55B2	619
3) Modalités d'octroi du congé	RP.55B3	619
4) Organisme chargé de dispenser la formation	RP.55B4	620
5) Contenu de la formation	RP.55B5	620
6) Rémunération du salarié en congé	RP.55B6	620
7) Financement	RP.55B7	620
C - La formation des membres du CHSCT	RP.55C	623
1) Les bénéficiaires	RP.55C1	623
2) La durée	RP.55C2	623
3) L'objet de la formation	RP.55C3	624
4) Les modalités d'octroi du congé	RP.55C4	624
5) Les organismes habilités	RP.55C5	625

	Référence Internet	Page
6) Le financement de la formation	RP.55C6	626
7) La rémunération du salarié	RP.55C7	626
D - Tableau récapitulatif des congés de formation	RP.55D	628
E - Tableau récapitulatif des moyens de fonctionnement des IRP	RP.55E	633
CHAPITRE 6 Zoom sur		637
A - Le secret professionnel et l'obligation de discrétion	RP.56A	637
1) Secret professionnel	RP.56A1	638
2) Obligation de discrétion	RP.56A2	639
B - Le rôle du CHSCT en matière de prévention du stress au travail	RP.56B	641

PARTIE 6 La protection des représentants du personnel

CHAPITRE 1 Notion et répression du délit d'entrave		647
A - Notion	RP.61A	647
1) Définition	RP.61A1	647
2) Éléments constitutifs de l'infraction	RP.61A2	647
3) Auteurs de l'infraction : l'employeur n'est pas le seul visé ...	RP.61A3	649
B - Répression du délit d'entrave	RP.61B	650
C - Poursuite de l'infraction	RP.61C	651
1) Par l'inspection du travail	RP.61C1	651
2) Par la victime du délit d'entrave	RP.61C2	651
CHAPITRE 2 Régime de protection des représentants du personnel		653
A - Bénéficiaires de la protection	RP.62A	654
1) Salariés demandant la mise en place des élections	RP.62A1	654
2) Candidats aux élections	RP.62A2	655
3) Élus ou désignés	RP.62A3	656
4) Anciens élus	RP.62A4	658
5) Salariés disposant d'un mandat conventionnel	RP.62A5	658
6) Le salarié mandaté par une organisation syndicale en vue de la négociation d'un accord sur la réduction du temps de travail	RP.62A6	659
7) Les autres salariés protégés	RP.62A7	660
B - Situations auxquelles s'applique la procédure de protection ..	RP.62B	662
1) Période d'essai	RP.62B1	662
2) Licenciement	RP.62B2	662

	Référence Internet	Page
3) Modification du contrat de travail et/ou des conditions de travail	RP.62B3	665
4) Contrat à durée déterminée	RP.62B4	666
5) Mise en chômage partiel	RP.62B5	667
6) Mise à la retraite	RP.62B6	667
7) Cessation totale d'activité de l'entreprise	RP.62B7	668
8) Transfert partiel d'entreprise	RP.62B8	668
9) Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire	RP.62B9	669
10) Accord transactionnel	RP.62B10	669
11) Départ négocié	RP.62B11	669
12) Rupture conventionnelle	RP.62B12	670
C - Procédure	RP.62C	672
1) L'entretien préalable	RP.62C1	672
2) La consultation du comité d'entreprise (dans certains cas) ..	RP.62C2	673
3) La demande d'autorisation à l'inspection du travail	RP.62C3	674
4) Rôle de l'inspection du travail	RP.62C4	675
5) Décision de l'employeur	RP.62C5	677
6) Recours	RP.62C6	678
7) Règles particulières	RP.62C7	688
D - Sanctions	RP.62D	690
1) Sanctions des licenciements annulés	RP.62D1	690
2) Sanctions des licenciements irréguliers	RP.62D2	692
3) Sanctions pénales	RP.62D3	694
E - Tableau récapitulatif des bénéficiaires de la protection légale	RP.62E	695
F - La procédure de protection	RP.62F	696
1) S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société	RP.62F1	696
2) L'inspecteur du travail	RP.62F2	696
3) S'il n'existe pas de comité d'entreprise au sein de la société	RP.62F3	697
G - Les recours	RP.62G	698
1) Effet de la décision rendue sur recours	RP.62G1	698
H - Cas d'irrégularité ou de méconnaissance de la procédure de protection	RP.62H	699
I - Tableau récapitulatif des droits à indemnisation des salariés protégés	RP.62I	700
CHAPITRE 3 Zoom sur ...		701
A - La discrimination syndicale	RP.63A	701
1) Le principe : interdiction de toute discrimination syndicale ...	RP.63A1	701
2) Sanctions	RP.63A2	703

	Référence Internet	Page
B - Les garanties négociées	RP.63B	705
1) Garantie d'évolution de salaire	RP.63B1	705
2) Garantie d'évolution de carrière	RP.63B2	705
C - La résiliation judiciaire pour les salariés protégés	RP.63C	707
1) Procédure de résiliation judiciaire	RP.63C1	707
2) Procédure ouverte aux salariés représentants du personnel	RP.63C2	707
3) Procédure interdite à l'employeur	RP.63C3	707
D - La prise d'acte de rupture	RP.63D	708
1) La lettre de prise d'acte de rupture	RP.63D1	708
2) Les effets de la prise d'acte sur le salarié	RP.63D2	708
3) Les effets pécuniaires pour le salarié	RP.63D3	708

PARTIE 7 L'emploi au centre des préoccupations

CHAPITRE 1 Les représentants du personnel face aux licenciements économiques

713

A - Dispositions générales	RP.71A	713
1) Dispositions applicables	RP.71A1	713
2) Définition du licenciement économique	RP.71A2	713
3) Obligation de formation, d'adaptation et de reclassement préalable à tout licenciement	RP.71A3	714
4) L'ordre des licenciements	RP.71A4	716
5) Le rôle des représentants du personnel lors d'un licenciement économique individuel	RP.71A5	717
B - Le licenciement économique de 2 à 9 salariés	RP.71B	718
1) La détermination du caractère collectif du licenciement	RP.71B1	718
2) La consultation des représentants du personnel	RP.71B2	718
C - Le licenciement économique de plus de 10 salariés	RP.71C	721
1) Le licenciement économique de plus de 10 salariés dans les entreprises de 11 à 49 salariés	RP.71C1	721
2) Le licenciement économique de plus de 10 salariés dans les entreprises de plus de 50 salariés : l'élaboration obligatoire d'un plan de sauvegarde de l'emploi	RP.71C2	722
D - Cas particuliers	RP.71D	730
1) Les licenciements économiques concernant des représentants du personnel	RP.71D1	730
2) Les licenciements économiques concernant des entreprises en difficulté	RP.71D2	731

	Référence Internet	Page
E - Nouvelles dispositions applicables au licenciement économique	RP.71E	732
1) Mesures favorisant le reclassement des salariés	RP.71E1	732
2) Priorité de réembauchage	RP.71E2	736
3) Revitalisation du bassin d'emploi	RP.71E3	736
F - Le contrat de transition professionnelle	RP.71F	739
1) Contrat expérimental	RP.71F1	739
2) Zones d'emploi concernées	RP.71F2	739
3) Gestion du dispositif	RP.71F3	739
4) Proposition du contrat de transition professionnelle	RP.71F4	739
5) Montant de la contribution patronale	RP.71F5	740
6) Bénéfice des allocations chômage (fin du CTP)	RP.71F6	740
7) CTP et garantie AGS	RP.71F7	740
8) Contribution spécifique en cas de non-proposition	RP.71F8	740
 CHAPITRE 2 Les représentants du personnel et les 35 heures		741
A - Présentation générale du système législatif des 35 heures	RP.72A	741
1) Travail effectif et décompte du temps de travail	RP.72A1	741
2) Aménagement et répartition du temps de travail	RP.72A2	744
3) Le contenu formel et le dépôt de l'accord sur la réduction du temps de travail (ARTT)	RP.72A3	753
B - Les représentants du personnel et l'élaboration d'un ARTT (accord sur la réduction du temps de travail)	RP.72B	758
1) Les principaux acteurs de la négociation	RP.72B1	758
2) Les contrôleurs	RP.72B2	768
C - Application, suivi, dénonciation d'un ARTT	RP.72C	775
1) L'application et le suivi d'un ARTT	RP.72C1	775
2) La dénonciation	RP.72C2	778
 CHAPITRE 3 Les représentants du personnel et la grève		781
A - Définition et déclenchement de la grève	RP.73A	781
1) L'interruption du travail doit être totale	RP.73A1	781
2) Le mouvement doit être collectif	RP.73A2	781
3) Le mouvement doit être concerté	RP.73A3	781
4) Les revendications doivent être professionnelles	RP.73A4	782
5) Les revendications doivent être présentées à l'employeur ...	RP.73A5	783
B - La situation des représentants du personnel pendant la grève	RP.73B	784
1) La poursuite du mandat	RP.73B1	784
2) Le licenciement	RP.73B2	784
C - Le rôle des représentants du personnel pendant la grève	RP.73C	786
1) Les organisations syndicales	RP.73C1	786
2) Le comité d'entreprise	RP.73C2	786

	Référence Internet	Page
D - Les responsabilités à l'occasion de la grève	RP.73D	787
1) La responsabilité des représentants du personnel	RP.73D1	787
2) La responsabilité des organisations syndicales	RP.73D2	787
E - Le rôle des représentants du personnel dans le règlement de la grève	RP.73E	788

PARTIE 8 Le rôle joué par les représentants du personnel dans la mise en place de dispositifs d'épargne salariale

CHAPITRE 1 Définitions et entreprises concernées		793
A - La participation	RP.81A	794
1) Ouverture de négociations	RP.81A1	794
2) Champ d'application	RP.81A2	794
3) Condition d'effectif	RP.81A3	795
4) Bénéficiaires	RP.81A4	796
5) Régime des sommes versées	RP.81A5	796
B - L'intéressement	RP.81B	797
1) Champ d'application	RP.81B1	797
2) Condition d'effectif	RP.81B2	798
3) Bénéficiaires	RP.81B3	798
4) Principe de non-substitution	RP.81B4	798
5) Traitement des sommes versées au titre de l'intéressement	RP.81B5	799
C - Le plan d'épargne entreprise (PEE)	RP.81C	800
1) Objet	RP.81C1	800
2) Bénéficiaires	RP.81C2	800
3) Mise en place	RP.81C3	800
4) Alimentation du plan	RP.81C4	801
5) Gestion du plan	RP.81C5	802
6) Traitement fiscal et social des sommes	RP.81C6	802
D - Le compte épargne-temps	RP.81D	803
1) Mise en place du CET	RP.81D1	803
2) Alimentation du CET	RP.81D2	803
3) Utilisation du CET	RP.81D3	804
4) Plafond des versements annuels	RP.81D4	805
5) Gestion du compte	RP.81D5	806
E - Le plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO)	RP.81E	807
1) Objet du PERCO	RP.81E1	807
2) Ouverture de négociations	RP.81E2	807
3) Mise en place	RP.81E3	807

	Référence Internet	Page
4) Alimentation du plan	RP.81E4	808
5) Gestion du plan	RP.81E5	808
6) Traitement fiscal et social de l'abondement	RP.81E6	809
F - Le plan d'épargne interentreprises (PEI)	RP.81F	810
CHAPITRE 2 Le rôle des institutions représentatives du personnel dans les accords de participation		815
A - L'engagement de négociations	RP.82A	816
1) La négociation d'accords de branche	RP.82A1	816
2) La négociation de l'accord au sein du comité d'entreprise ...	RP.82A2	816
B - Présentation du projet	RP.82B	817
1) L'accord initial	RP.82B1	817
2) Le suivi de l'accord	RP.82B2	817
3) Prorogation et renouvellement de l'accord	RP.82B3	818
C - Contenu de l'accord	RP.82C	819
1) Certaines clauses sont obligatoires	RP.82C1	819
2) Certaines clauses sont facultatives	RP.82C2	819
3) Certaines clauses sont interdites	RP.82C3	819
C1 Réserve spéciale de participation	RP.82C1	820
1) Modalités de calcul	RP.82C11	820
2) Répartition de la RSP	RP.82C12	822
3) Répartition du supplément de participation	RP.82C13	823
4) Gestion des sommes affectées à la RSP	RP.82C14	823
5) Disponibilité des droits	RP.82C15	824
6) Information des salariés	RP.82C16	826
D - Vote du comité d'entreprise	RP.82D	827
1) Réunion du comité d'entreprise	RP.82D1	827
2) Vote	RP.82D2	827
3) Incidence	RP.82D3	827
E - Ratification de l'accord par le personnel	RP.82E	828
1) Ratification de l'accord par le personnel	RP.82E1	828
2) Suivi de l'accord	RP.82E2	828
F - Dépôt de l'accord	RP.82F	829
1) Modalités de dépôt	RP.82F1	829
2) La possibilité d'un dépôt commun de plusieurs accords d'épargne salariale	RP.82F2	829
G - Dénonciation, modification et suspension de l'accord	RP.82G	830
1) Modification	RP.82G1	830
2) Dénonciation	RP.82G2	830
3) Suspension	RP.82G3	830

	Référence Internet	Page
H - Régime fiscal et exonérations sociales	RP.82H	831
1) Sommes portées à la RSP (Réserve spéciale de participation)	RP.82H1	831
2) Supplément de participation	RP.82H2	832
I - Divers droits des salariés	RP.82I	833
 CHAPITRE 3 Le rôle des institutions représentatives du personnel dans les accords d'intéressement		 845
A - Entreprises et institutions représentatives du personnel concernées	RP.83A	846
B - Présentation du projet	RP.83B	847
C - Contenu de l'accord	RP.83C	848
1) Durée de l'accord :	RP.83C1	848
2) Certaines clauses sont obligatoires :	RP.83C2	848
3) Les clauses facultatives	RP.83C3	848
4) Certaines clauses sont interdites	RP.83C4	849
5) Les caractères de l'intéressement	RP.83C5	849
6) Modalités de calcul	RP.83C6	850
7) Le plafonnement de l'intéressement	RP.83C7	852
8) Modalités de répartition de la prime	RP.83C8	853
D - Information des salariés	RP.83D	855
1) L'information collective des salariés	RP.83D1	855
2) L'information individuelle des salariés	RP.83D2	855
E - Suivi de l'accord	RP.83E	856
F - Règlement des litiges relatifs à l'accord	RP.83F	858
G - Vote du comité d'entreprise	RP.83G	859
1) Réunion du comité d'entreprise	RP.83G1	859
2) Négociation	RP.83G2	859
3) Vote	RP.83G3	859
H - Ratification de l'accord par le personnel	RP.83H	860
I - Conclusion et dépôt de l'accord	RP.83I	861
1) Date limite de conclusion	RP.83I1	861
2) Modalités de dépôt	RP.83I2	861
J - Dénonciation, modification et suspension de l'accord	RP.83J	863
1) Modification de l'accord	RP.83J1	863
2) Dénonciation de l'accord	RP.83J2	863
3) Suspension de l'accord	RP.83J3	863
K - Régime fiscal et exonérations sociales	RP.83K	864
L - Divers droits des salariés	RP.83L	866